



Recommandations politiques relatives à la réunion du réseau « Partners for Change »

À mi-parcours de l'Agenda 2030, environ 200 partenaires de l'initiative spéciale du BMZ « Transformation des systèmes agricoles et alimentaires » issus de gouvernements, du secteur privé, de la société civile, d'organisations scientifiques et de producteurs ont participé à un vaste processus de consultation et formulé les recommandations politiques conjointes suivantes en faveur de mesures relatives à l'évolution du système agroalimentaire vers un avenir alimentaire sécurisé, résilient et durable.

- Pour résoudre efficacement les nombreuses crises et promouvoir une alimentation saine et variée, il convient d'adopter des approches globales qui favorisent la résilience. Cet objectif implique de mettre en œuvre des politiques nationales, qui s'avèrent essentielles pour encourager une agriculture, une aquaculture et une production halieutique locales diversifiées et durables. Par ailleurs, si l'on souhaite réduire la vulnérabilité aux chocs, il est important d'adopter des politiques inhérentes à la préparation aux catastrophes et à leur gestion. En ce qui concerne les pays en développement, l'ensemble des interventions des donateurs doivent impérativement observer le processus de transformation national, en tenant compte du contexte local, de la gestion des ressources naturelles et de la durabilité.
- La réussite de la transformation globale des systèmes alimentaires dépend d'une approche multisectorielle ; c'est-à-dire la création de synergies entre l'agriculture, la santé, la nutrition, la gouvernance, le climat et la biodiversité. Les politiques doivent reposer sur un dialogue inclusif entre tous les acteurs concernés, tels que les organisations de producteurs, les communautés rurales et le gouvernement, notamment les parties prenantes locales. Il est primordial que l'ensemble des niveaux et des secteurs fasse preuve de cohérence. Des mesures d'incitation et des subventions judicieusement ciblées doivent être utilisées en tant que leviers essentiels en vue de stimuler la production durable et de promouvoir l'adoption de pratiques agroécologiques et respectueuses de l'environnement.
- L'élaboration des politiques doit reposer sur des données probantes afin de contourner les conditions-cadres restrictives existantes, notamment pour les groupes marginalisés.
- La satisfaction des besoins des groupes vulnérables nécessite de faire évoluer nos politiques actuelles, mais également les mentalités de chacun d'entre nous. Des institutions fortes et fonctionnelles doivent être encouragées afin de mettre en place des politiques inclusives. Les producteurs et communautés locales, en particulier les femmes, les jeunes et les autres groupes vulnérables, doivent être activement intégrés dans le développement des politiques agricoles.
- Le renforcement des régions rurales passe par l'adoption d'une approche globale intersectorielle qui se concentre sur les besoins et perspectives des zones rurales et dépasse les politiques urbaines biaisées ainsi que les cadres juridiques et politiques insuffisants. Il est possible de soutenir la transformation rurale en garantissant un accès équitable aux ressources productives et à l'emploi à toutes les parties prenantes grâce à des politiques, des structures, une mise en place et un financement inclusifs, multilatéraux, axés sur la jeunesse et sensibles au genre. Les organisations locales peuvent jouer un rôle central dans ce processus en tant que vecteur privilégié pour un développement socio-économique durable et une transformation environnementale. Il est fondamental de promouvoir les emplois et revenus qui respectent le climat et l'environnement, la diversification des modèles économiques et des conditions de travail équitables. Une gouvernance transparente, responsable, inclusive et responsable doit être encouragée afin de pallier les lacunes relatives aux droits, aux ressources et à la représentation des groupes marginalisés et de libérer leur potentiel en faveur d'un développement rural durable.

- La conservation et la restauration des sols revêtent un rôle transformateur dans la mise en œuvre d'une agriculture, d'une utilisation des terres et de systèmes alimentaires durables. En reconnaissant l'interdépendance des ODD, les efforts doivent se concentrer sur la salubrité des sols et des paysages afin de garantir la sécurité alimentaire, l'adaptation face au changement climatique et son atténuation, ainsi qu'une croissance agricole inclusive et la réduction de la pauvreté. Il est nécessaire de gérer les sols et les terres de façon durable, de restaurer les écosystèmes, de réhabiliter les terres et les sols dégradés, et d'atteindre la neutralité en matière de dégradation des sols. Des efforts doivent être déployés pour assurer un accès équitable aux terres, à un financement durable, aux informations sur les politiques gouvernementales, aux subventions et investissements, aux données locales sur les sols et aux pratiques et technologies diversifiées adaptées, notamment pour les femmes, les jeunes producteurs et les autres groupes marginalisés.
- La promotion d'environnements alimentaires sains et durables repose sur des trains de mesures intersectorielles qui réglementent et favorisent la production de denrées alimentaires et de boissons saines pour la santé de façon équitable sur le plan social et respectueuse de l'environnement. Il est important de créer des environnements alimentaires propices, par exemple en limitant les possibilités de promouvoir les denrées alimentaires et les boissons associées à une alimentation peu saine et non durable. Une allocation de ressources significatives et des mécanismes de gouvernance inclusifs doivent impérativement être mis en place pour réorganiser les environnements alimentaires et rendre effectif le droit à une alimentation appropriée. Il est impératif de renforcer les environnements alimentaires locaux qui contribuent à une alimentation saine et durable, mais également de donner davantage de pouvoir aux communautés, en particulier aux groupes marginalisés par le biais de l'éducation, de filets de protection sociale, de la formation et du développement des capacités.
- L'intégration de l'innovation et de la technologie dans les politiques nationales est essentielle pour le développement agricole. Elle implique d'inclure des informations numériques personnalisées et des services basés sur la recherche et les partenariats agricoles. Les investissements nationaux dans une infrastructure de données moderne et standardisée et dans le développement des ressources humaines, réduisant ainsi la dépendance au financement externe, revêtent un enjeu capital. Les politiques et programmes fondés sur des données probantes, ainsi que les données fiables, accessibles et désagrégées, constituent une contribution essentielle pour des politiques éclairées et une transformation rurale.
- L'accès équitable, sécurisé et durable aux terres et aux ressources naturelles représente une condition préalable pour le développement rural durable. Les politiques doivent ainsi garantir un accès équitable aux ressources productives, aux services financiers et à l'emploi et inclure les parties prenantes, notamment les jeunes, selon une approche sensible au genre. Les connaissances et les données sur les options de financement innovantes qui n'exigent pas nécessairement de titres fonciers ni de garanties doivent faire l'objet d'un développement. À la place, il convient de mettre en œuvre des solutions numériques inclusives pour accéder aux terres et au financement.
- Nous devons diversifier les marchés agroalimentaires et nous engager activement dans un commerce régional équitable et basé sur des règles afin de réduire les dépendances aux importations unilatérales pour une meilleure résilience. L'atteinte de ces objectifs repose sur les actions suivantes : tout d'abord, renforcer les associations de producteurs et de négociants, soutenir la production locale et la consommation des cultures autochtones et adaptées et donner davantage de pouvoir aux groupes marginalisés, aux producteurs pauvres, aux femmes et aux jeunes dans les chaînes de valeur et le commerce. Ensuite, mettre en place et améliorer les systèmes d'informations numériques en vue de fournir des données plus transparentes et fiables sur l'offre et la demande pour une chaîne d'approvisionnement fondée sur des données probantes et des interventions sur le marché et une élaboration de politiques qui augmentent efficacement la compétitivité des marchés agroalimentaires.

Berlin, 15 June 2023